

## COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE TELEPHONEE DU 6 AVRIL A 17 H 30

La conférence téléphonique quotidienne s'est tenue ce jour à 17 heures 30 entre les organisations syndicales (CGT, Solidaires, FO, CFDT, CGC, CFTC) et les équipes de direction pour faire le point sur le plan de continuité d'activité (PCA).

### **Des chiffres toujours alarmants**

Le 3 avril, 568 collègues étaient mobilisés en présentiel dans les services, chiffre toujours à la hausse depuis la veille (+17) ; 813 étaient en télétravail et nomades.

Après avoir essayé de justifier cette augmentation constante (pour mémoire, 510 collègues étaient en présentiel le 27 mars) par des pics d'activité (arrêtés comptables en fin de mois par exemple), la direction ne fait même plus semblant d'essayer de justifier cette situation insupportable nous disant seulement : « Nous vous avons annoncé que les effectifs du Plan de Continuité d'Activité (PCA) seraient fluctuants (sic) ». Et de toujours se cacher derrière le taux d'agent.es en présentiel à Paris (12%) contre 17% au niveau national (supérieur aux 16% de l'ensemble des salarié.es du pays) alors que 568 agent.es représentent plus de la totalité de l'effectif de certains départements !

De plus, cela fait totalement fi d'un danger supplémentaire en Ile de France. En effet, nos collègues parisiens sont obligés de prendre des transports en commun où la distanciation est impossible du fait de la baisse du trafic alors que nos collègues de province utilisent beaucoup plus leur véhicule personnel, évitant par là un risque de contamination.

A ce jour, 111 suspicions ou cas avérés de COVID 19 étaient recensés parmi les agent.es de la DRIFP.

**S'agissant du ménage des locaux**, un doute subsiste sur les prestations effectuées sur les rares sites de la DRIFIP où un nettoyage en profondeur a été commandé. La direction se cache derrière les dires des entreprises assurant qu'elles ont fait le travail, alors que les collègues nous font remonter des interventions a minima : une seule personne avec un seul chiffon pour toutes les poignées et toutes les prises. De plus, la direction se refuse toujours à faire un nettoyage en profondeur de tous les sites où des cas suspectés ou avérés ont été constatés, reportant ces choix sur les médecins de prévention, alors même que le CHS-CT a proposé de participer financièrement à ces travaux.

Pourtant les prescriptions du médecin coordonnateur sont très précises (cf. pièce jointe). Le directeur, qui est seul responsable de la santé des agent.es, ne peut s'exonérer d'appliquer à la lettre ces prescriptions. Un débat houleux sur cette question a eu lieu. Pour la CGT, les collègues en présentiel viennent pour travailler pas pour mettre leur santé en danger. Nous réclamons un nettoyage désinfection des locaux par l'application pleine et entière de la note du médecin coordonnateur, il ne peut y avoir de demi mesure quand on parle de la protection des agent.es.

Quant aux prestations quotidiennes, la direction se défausse encore en reportant sur les entreprises qui ne répondraient pas à la demande.

Enfin, concernant les équipements de protections (masques) la direction dit n'en avoir que 1 000 et ne pas les distribuer les réservant pour la campagne IR. La CGT a demandé que ces masques soient distribués aux agent.es et qu'une nouvelle commande soit passée cela pour se conformer aux nouvelles préconisations gouvernementales et scientifiques du port de masque dès lors que l'on sort de chez soi. Il est indispensable pour protéger la santé des collègues qu'ils se voient attribuer des masques d'autant que beaucoup d'entre eux utilisent les transports en commun pour venir travailler. Le directeur s'est déclaré d'accord avec nos propos, il porte auprès de la DG la spécificité de la région parisienne s'agissant des aux transports en commun pour obtenir des masques. Dont acte, mais en attendant les masques livrés doivent être distribués sans attendre.

Une commande de gel hydroalcoolique a été passée auprès de l'UGAP, mais elle n'arriverait qu'après le 25 avril.

**Sur la campagne IR**, la DG reste sur un début le 20 avril alors même que les autorités sanitaires parlent d'un confinement d'encore plusieurs semaines. Elle assure veiller à la santé des agent.es alors même qu'elle annonce une montée en puissance du PCA.

**Concernant les missions**, la CGT a demandé qu'un message type avec un process soit adressé aux entreprises ayant été relancées pour remettre en place leurs mandats concernant la TVA et les prélèvements IR. En effet, celles-ci se retournent vers les SIE qui voient leur activité augmenter.

Sur la distribution du courrier interne, la CGT a fait remarquer que le contrat était arrivé à terme le 31/03 et que depuis, il n'y avait plus de prestation. Faut-il pour autant maintenir autant d'agent.es dans les SERCO alors que La Poste ne distribue que du mercredi au vendredi ? Là encore, réponse de la direction nous sommes au minimum.

**Sur le volet RH**, la direction ne répond toujours pas sur la possibilité de prendre des congés dans la période. Pourtant, contrairement à ce que pensent nos directeurs, l'interdiction de partir en vacances n'empêche pas de prendre des congés de repos bien mérités, nous n'avons malheureusement pas les moyens de partir à chaque période de vacances...

La prochaine conférence est fixée au mercredi 8 avril à 17 heures.

### **Dernière nouvelle :**

**La direction vient de communiquer les chiffres pour la journée du lundi 6 avril :**

**- agents en présentiel : 601**

**- agents nomades ou télétravailleurs : 842**

**Toujours plus !**

**C'est insupportable de vouloir nous faire croire que tout est mis en œuvre pour qu'il y ait un minimum d'agent.es dans les services.**

**L'hypocrisie a cours à tous les niveaux, du président de la République à notre directeur : « Restez chez vous » et « Allez travailler ». ÇA SUFFIT !**